Montreuil (93) : les migrants d’un foyer Adoma – officiellement 193 résidents et officieusement deux fois plus – ne veulent pas être « dispersés » dans la région pour « de meilleures conditions de vie »

19/07/2023 à 10h10



Le foyer Branly doit être reconstruit, mais avec une capacité moindre, ce qui inquiète grandement ses résidents. La mairie assure néanmoins que tous seront relogés.

À Montreuil, les résidents du foyer de travailleurs migrants de la rue Édouard-Branly ont bloqué lundi 17 juillet 2023 le chantier de rénovation des locaux qu’ils occupent depuis plus d’une quarantaine d’années. Soutenus par les riverains, le conseil de quartier et quelques associations dont la Ligue des droits de l’homme et le Copaf (Collectif pour l’avenir des foyers), ils s’opposent depuis près de deux ans à une opération qui ne prévoit pas le relogement de l’ensemble des occupants des lieux.

Racheté en 2019 par Adoma, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, le foyer compte officiellement 193 résidents et officieusement environ deux fois plus. Un protocole signé collectivement par la ville, l'État et le gestionnaire prévoit la démolition de l'actuel bâtiment et sa reconstruction sur un parking attenant de locaux offrant, selon le maire de Montreuil, Patrice Bessac (PCF), « de meilleures conditions de vie ».

Un argument loin de convaincre les résidents, car l'opération ne prévoit le relogement sur place que pour 135 lits, tandis que 58 travailleurs migrants seraient dispersés en Île-de-France. « Mais tous seront relogés », insiste Florent Perret, chargé de l'opération pour Adoma. Et pour déterminer qui souhaite partir ou rester, les signataires du protocole ont mis en place une maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (Mous) en partie cofinancée par la ville de Montreuil et l'établissement public territorial Est Ensemble, également présidé par Patrice Bessac.

[…]

Actu.fr